

L'effervescence nationale en RSS de Moldavie et le contrôle idéologique du régime soviétique (1987-1989)

Elena Negru

Institut d'Histoire)

Université d'État de Moldavie

Chişinău, République de Moldavie

elenegru65@yahoo.com

Résumé—Le contrôle idéologique en RSS de Moldavie n'était pas une simple tactique, mais une structure organisée conçue pour contrôler les esprits. Jusqu'en 1985, ce système maintenait efficacement le pouvoir du Parti communiste. Cependant, avec la *glasnost* et la *perestroïka*, des fissures sont apparues. L'enjeu principal était la survie du système communiste face à la menace de la renaissance nationale des Roumains de Bessarabie. La direction de Chişinău a adopté une ligne dure, craignant que les réformes ne réveillent des sentiments nationaux menaçant l'existence même de la République. Ce document analyse la stratégie de contrôle multidimensionnelle et l'échec final de la machine idéologique soviétique face aux revendications identitaires (langue, alphabet, histoire) entre 1987 et 1989.

Mots-clés—RSS de Moldavie, contrôle idéologique, *perestroïka*, renaissance nationale, Parti Communiste de Moldavie (PCM), censure, *glasnost*.

I. INTRODUCTION

L'effondrement de l'hégémonie idéologique soviétique à la fin des années 1980 marque un tournant paradigmatique pour la RSS de Moldavie (RSSM). Comme l'avait anticipé Hélène Carrère d'Encausse [1], la question des nationalités est devenue le catalyseur de la désintégration de l'unité soviétique, révélant la fragilité d'un régime dont la légitimité reposait sur l'infailibilité de son dogme. Jusqu'en 1985, le contrôle idéologique constituait une structure systématique visant la standardisation des consciences via le « moldavisme » officiel [2]. En ce sens, les politiques de *glasnost* et de *perestroïka* ont agi comme un accélérateur, brisant enfin le monopole de la vérité historique [3].

Cette étude analyse la réaction du Parti Communiste de Moldavie (PCM) face au mouvement de renaissance nationale entre 1987 et 1989. Alors que Moscou prônait une libéralisation relative, Chişinău a intensifié la surveillance pour contrer trois menaces existentielles : la revendication de la langue roumaine, la déconstruction du mythe identitaire « moldaviste » et l'exhumation des « pages blanches » de l'histoire (Pacte Ribbentrop-Molotov). Cet article examine les stratégies de maintien du monopole idéologique et les causes de leur échec face à la nouvelle réalité sociopolitique.

II. LES AXES DE LA MENACE NATIONALE

1} La lutte pour la langue et l'alphabet

La principale menace pour le régime communiste en RSS de Moldavie, durant les années de *perestroïka*, ne venait pas de forces politiques organisées, mais d'un mouvement spontané, de la base, axé sur les valeurs nationales. Ce mouvement s'est manifesté à travers trois axes principaux, chacun sapant les fondements idéologiques du régime. Tout d'abord, il y a eu la lutte pour la langue et l'alphabet. Le mouvement a exigé le retour à l'alphabet latin et la déclaration du roumain, sous l'appellation de « moldave » comme langue

d'État [2, pp. 370-373]. Ces revendications, apparemment culturelles, avaient un enjeu profondément politique, car elles contestaient directement la politique de russification et de « moldavisation » forcée qui était à la base de la construction idéologique soviétique dans la région.

2} La contestation du « moldavisme »

L'idéologie soviétique officielle avait promu cette théorie qui soutenait l'existence d'une nation et d'une langue distinctes, « moldaves », pour justifier l'annexion de la Bessarabie. La renaissance nationale a combattu cette théorie en promouvant l'identité roumaine commune, sapant ainsi la légitimité idéologique de l'État soviétique en RSSM.

3} La redécouverte de l'histoire

Enfin, la redécouverte de l'histoire a joué un rôle crucial. La politique de *glasnost* a permis de redécouvrir les « pages blanches » de l'histoire, telles que le Pacte Ribbentrop-Molotov et les répressions stalinienne [2, p.370]. Cela a délégitimé le régime communiste aux yeux de la population, provoquant l'effondrement du système idéologique basé sur les mensonges.

III. LA STRATÉGIE DE CONTRÔLE DU PCM

1) Propagande et contre-propagande

Ainsi, pour le Parti communiste de Moldavie, l'enjeu n'était pas seulement de maintenir le contrôle, mais d'arrêter un processus qui remettait en question l'existence même de la RSSM en tant qu'entité séparée de la Roumanie et, implicitement, la légitimité du pouvoir soviétique dans la région. Parmi les principaux objectifs de ce contrôle figurait la lutte contre les influences externes, notamment de la part de la Roumanie, perçue comme subversive. Le but était donc d'anéantir tout élément d'identité nationale roumaine et de consolider une identité « moldave soviétique ». Cette stratégie visait à contrer les « calomnies falsificatrices » et l'incitation au « nationalisme », tout en assurant la loyauté des cadres et de la population. Il était également essentiel de défendre le récit officiel en minimisant les crimes du régime et en glorifiant l'« amitié séculaire » avec le peuple russe [4, inv. 71, dos. 83, ff. 40-46].

La stratégie de contrôle était complexe et multidimensionnelle, basée sur plusieurs composantes clés. La propagande offensive et la contre-propagande étaient essentielles: le parti a intensifié ses efforts pour démasquer les « falsifications bourgeoises et révisionnistes » à travers les médias, louant les réalisations du socialisme et critiquant le capitalisme. Un autre pilier était le contrôle absolu sur la culture et l'éducation. L'écriture de l'histoire était surveillée de près. Les événements historiques, tels que la « libération du peuple moldave » en 1812, étaient réinterprétés et utilisés pour

légitimer la présence soviétique. Les œuvres littéraires et artistiques devaient se conformer aux principes du réalisme socialiste, toute déviation étant censurée. Les établissements d'enseignement supérieur et l'Académie des Sciences ont été contraints d'organiser des cours spéciaux de « contre-propagande » [4, inv. 71, dos. 82, ff. 31-58].

2) La censure de la presse : le cas « *Literatura și Artă* »

À mesure que la politique de *glasnost* de Gorbatchev offrait de nouvelles possibilités d'expression, le Parti communiste de Moldavie a recentré son attention sur les publications culturelles, jugées essentielles à la formation de l'opinion publique. Un objectif central du contrôle idéologique a été la censure de la presse de langue roumaine. La principale cible est devenue le journal *Literatura și Artă*, accusé de « roumanophilie » et de dévier de la ligne du parti. Le journal a été critiqué pour son approche « dénaturée » de l'histoire, en publiant des articles sur la collectivisation et les déportations, et a été sommé de se concentrer sur les « succès du socialisme » et de défendre l'identité distincte de la Moldavie [4, inv. 71, dos. 83, ff. 40-46]. Le but réel était de freiner la renaissance nationale et de ramener la publication sous un contrôle strict. Pour contraindre le journal à se conformer à la ligne du parti, des mesures de contrôle concrètes ont été imposées : la réaffirmation du rôle de la propagande, un contrôle strict des cadres et une surveillance directe.

IV. RÉACTION FACE À LA SOCIÉTÉ CIVILE

1) Les associations informelles

Si en 1987 le PCM s'est concentré sur le contrôle des publications officielles, en 1988, la peur s'est déplacée vers la société civile en formation. L'émergence des associations informelles a représenté un nouveau défi, bien plus difficile à gérer plutôt qu'un seul journal. Le Parti a accusé les « éléments antisociaux » de ces groupes d'utiliser la démocratisation à des « fins égoïstes », ciblant même la modification de la Constitution et le changement de régime politique.

En février et août 1988, le PCM a adopté deux résolutions concernant « le dépassement des tendances négatives dans l'activité de certaines associations publiques informelles » [4, inv. 71, d. 725, ff. 30-36]. Ces résolutions représentaient une réaction défensive, visant à réaffirmer le contrôle absolu du parti sur la vie sociale. Elles ont instauré une surveillance stricte de la population, tous les organes du parti ayant pour mandat de surveiller et de contrôler les états d'esprit. Les médias de masse ont été chargés de « démasquer avec habileté » les extrémistes et de « dévoiler leurs véritables objectifs », tandis que les institutions scientifiques devaient élaborer des études pour gérer « scientifiquement » ce problème. Les résolutions en question étaient une tentative de canaliser les nouvelles énergies sociales dans un cadre strictement contrôlé idéologiquement, afin de stigmatiser et de neutraliser toute forme de dissidence.

Le PCM a vu dans l'émergence d'associations informelles, comme le « Mouvement démocratique de soutien à la restructuration » et le Club littéraire et musical « Alexe Mateevici » une menace pour son monopole du pouvoir. Bien que ces organisations se soient déclarées en faveur des réformes, le parti les a accusées de promouvoir des « discours immatures, extrémistes, nationalistes » et d'attaquer les organes du parti. Le Club « Alexe Mateevici » a été particulièrement visé pour avoir plaidé en faveur de la langue

d'État, de l'alphabet latin et d'une « interprétation tendancieuse » de l'histoire [4, inv. 71, d. 295, ff. 8-24].

2) Répression légale et délégitimation

En plus de la surveillance, le régime a eu recours à la répression légale. Des mesures directes ont été prises pour restreindre les droits des citoyens, en particulier le droit de réunion. Les forces de l'ordre ont été chargées « d'identifier, de stopper et de prévenir les actions antisociales et anti-étatiques », et un projet de décret a été approuvé pour établir la responsabilité administrative et pénale en cas de non-respect de l'ordre de déroulement des rassemblements, des meetings, des marches de rue et des manifestations [4, inv. 71, d. 725, fa. 37-44]. Un autre pilier de la stratégie était la propagande et la délégitimation. Le parti a utilisé les médias de masse et d'autres institutions pour « démasquer et délégitimer » les dirigeants des mouvements nationaux. Ces derniers étaient présentés au public comme des « extrémistes politiques » et des instruments de « centres antisoviétiques étrangers », dans le but de saper leur crédibilité et de les isoler du reste de la population. En 1989, le régime soviétique en RSS de Moldavie s'est retrouvé face à un dilemme stratégique, pris entre son désir de maintenir un contrôle absolu et la réalité d'une société de plus en plus consciente et mobilisée. Par conséquent, il a tenté de s'adapter en passant d'une répression rigide à des tactiques plus nuancées d'infiltration, de dialogue contrôlé et de propagande. Cependant, les rapports montrent qu'à mesure que l'année 1989 avançait, ces efforts étaient insuffisants et tardifs. La reconnaissance de la crise systémique et l'incapacité d'arrêter des processus beaucoup plus profonds ont signalé l'échec imminent de la stratégie soviétique de gestion de la renaissance nationale.

IV. CONCLUSION

L'échec du contrôle idéologique entre 1987 et 1989 démontre que la *glasnost* a irrémédiablement délégitimé les fondements soviétiques en RSSM. L'appareil du Parti a perdu la bataille non pas sur le plan administratif, mais sur celui de l'identité collective. Les revendications linguistiques et historiques ont démantelé la construction artificielle du « moldavisme », rendant le discours officiel anachronique. Bien que le régime ait oscillé entre répression (censure de *Literatura și Artă*) et surveillance des associations informelles (Club « Alexe Mateevici »), ces mesures n'ont fait que radicaliser les masses. La victoire de la renaissance nationale en 1989 marque le triomphe de la mémoire historique sur le mensonge institutionnalisé, ouvrant la voie aux transformations démocratiques et démontrant les limites de la propagande face aux aspirations identitaires profondes.

RÉFÉRENCES

- [1]. H. Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté : La révolte des nations en U.R.S.S.*, Paris : Flammarion, 1978, p. 273.
- [2]. E. Negru, Gh. Negru, *Politica identitară în RSS Moldovenească* [Identity Policy in the Moldavian SSR], Chișinău : Lexon-Prim, 2025.
- [3]. A. Brown, *The Rise and Fall of Communism*, London : Vintage, 2009, pp. 481-517.
- [4]. Agenția Națională a Arhivelor a Republicii Moldova (ANA), Direcția Arhiva Organizațiilor Social-Politice [Agence Nationale des Archives de la République de Moldova, Direction des Archives des Organisations Socio-Politiques], Fond 51 (ci-après A.F.-51).

